



100 ans du Palais de la Femme

23 juin 2026

NOTE SOCIOLOGIQUE - MARIE LOISON

Le sans-domicilisme féminin : un problème public et un enjeu politique majeur.

“

L'absence de prise en considération du genre dans l'analyse du sans-domicilisme réitère l'androcentrisme du regard porté sur ces femmes

”

Marie Loison, maîtresse de conférences HDR en sociologie



Synthèse

Inauguré il y a 100 ans le 23 juin 1926, le Palais de la Femme constitue un observatoire historique privilégié de la prise en charge des femmes en situation de précarité. Il fait à la fois figure **d'exception** mais il s'inscrit aussi dans la **continuité** d'une longue histoire genrée de l'assistance sociale. Exception car jusqu'au milieu des années 2010, rares sont les dispositifs d'hébergement non spécialisés qui accueillent exclusivement des femmes ; continuité car aujourd'hui comme hier, les trajectoires des femmes accueillies dans des établissements tels que le Palais de la Femme sont structurées par les **violences sexistes et sexuelles**.

Largement ignorées par les politiques publiques, ces violences de genre contribuent à la « dimension cachée » des trajectoires de sans-domicilisme des femmes. Si ces dernières peuvent aujourd'hui bénéficier d'une relative **protection** dans les structures d'aide telles que le Palais de la Femme, les moyens alloués aux politiques publiques de lutte contre les exclusions sont nettement **insuffisants** pour répondre pleinement aux besoins spécifiques des personnes sans domicile.

Le Palais de la Femme : un lieu emblématique de l'accueil des femmes en précarité à Paris

Le bâtiment remarquable dans lequel se trouve aujourd'hui le Palais de la Femme a été construit en 1910 pour abriter des travailleurs célibataires. Pendant la Première Guerre mondiale, l'hôtel social devient un hôpital militaire puis une annexe du ministère des Pensions avant d'être laissé à l'abandon. A cette époque, les foyers pour les travailleurs sont rares, incertains et **exclusivement réservés aux hommes**. Cependant, après la guerre, de nombreuses femmes devenues veuves, partent des campagnes pour venir travailler à Paris et ne trouvent pas d'hébergement bon marché. Face à ce constat, la commissaire de l'Armée du Salut **Blanche Peyron-Roussel** (1867-1933) lance en 1925 une grande campagne de souscription et achète le bâtiment pour en faire un foyer destiné aux jeunes femmes isolées et notamment aux « midinettes ».



Le mot-valise, formé à partir de « midi » et « dinette », qualifie les jeunes ouvrières des ateliers de couture et de confection, qui travaillaient dans le quartier parisien du Sentier, venaient souvent de milieux modestes et gagnaient des salaires très bas. Ne pouvant pas déjeuner sur leur lieu de travail à cause des odeurs de nourriture qui risquaient d'imprégner les textiles, elles apportaient leur repas, qu'elles mangeaient rapidement, souvent dans les rues avoisinantes ou dans des parcs publics.

100 ans après, le Palais de la Femme accueille encore dans les **350 studios de la résidence sociale et du centre d'hébergement et de stabilisation** des étudiantes, des migrantes, des travailleuses précaires ou des femmes à la recherche d'un emploi. Moins souvent et moins durablement sans abri, ces femmes présentent des **profils relativement variés** en termes d'âge, de trajectoires migratoires ou de situations familiales ou conjugales. Cependant, rien n'a vraiment changé quant au profil de ces femmes. Si elles ne viennent plus des campagnes françaises mais de différents pays dans le monde (et notamment d'Afrique subsaharienne), les raisons de leur mobilité sont les mêmes qu'il y a 100 ans : **les violences sexistes et sexuelles qu'elles ont vécu dans leur vie les ont contraintes à la migration** et elles connaissent une forte instabilité résidentielle ainsi que des allers-retours entre différentes formes d'hébergement. Par son histoire, son public et son fonctionnement, cet établissement constitue un observatoire historique privilégié de la prise en charge des femmes en situation de précarité. Il fait à la fois **figure d'exception** mais il s'inscrit aussi dans la continuité d'une longue histoire genrée de l'assistance sociale.



Portrait de femme - Armée du Salut

Un établissement pour protéger les femmes

Le Palais de la Femme est un établissement un peu à part dans le paysage de la lutte contre les exclusions. Jusqu'à dans les années 2010, **rare sont en effet les dispositifs d'hébergement non spécialisés qui accueillent exclusivement des femmes**. La figure du « SDF » est en effet souvent, dans l'imaginaire collectif, celle d'un homme blanc, isolé, âgé d'une cinquantaine d'années, dormant dans l'espace public et la question de l'exclusion liée au logement a longtemps fait l'objet d'un **traitement politique et social très androcentré**, considérant que le masculin représente la norme et l'universel.

Pendant longtemps, les femmes en situation de précarité sont restées dans l'ombre de la construction du problème public du sans-domicilisme (Loison 2023), faisant l'objet d'un relatif désintérêt. L'augmentation récente de leur nombre dans les dispositifs d'aide et l'intérêt qu'on leur porte aujourd'hui ont tendance à laisser penser que le sans-domicilisme féminin est un « nouveau » problème public. Or cette nouveauté est à relativiser et l'histoire du Palais de la Femme l'illustre parfaitement.



Blanche Peyron-Roussel (1867-1933)

Commissaire de l'Armée du Salut, elle est à l'origine de la création du Palais de la Femme le 23 juin 1926.



Sa fondatrice, **Blanche Peyron-Roussel**, est une des premières femmes officiers de l'Armée du Salut en France. Elle s'inscrit dans la droite ligne de nombreuses autres femmes féministes et socialistes de cette époque, comme **Marie de Vienne**, à l'origine de la loi de 1913 relative à la protection et l'assistance obligatoire de la femme en couches, ou **Marie-Euphrasie Pelletier**, fondatrice en 1835 de la congrégation religieuse catholique de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur qui accueille des jeunes filles de la classe ouvrière et d'anciennes prostituées. Ces réformatrices de la bourgeoisie jouent un rôle important dans le développement de la **philanthropie** et sont au cœur de **l'invention du travail social, de son institutionnalisation et de sa professionnalisation**. À la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle, leurs actions se déploient principalement autour de la **protection des mères, des jeunes filles et des enfants**.

Les dispositifs d'aide qu'elles encouragent et qui se développent à l'époque, incarnent une forme **d'encadrement social et moral des femmes** qui visent à les protéger de la pauvreté, de la maladie, de la prostitution et de la maternité hors mariage, conséquences, selon elles, de la déstructuration de la famille ouvrière et de la mise au travail des femmes et des enfants dans les manufactures (Battagliola 2009).



Image d'archives - Armée du Salut



Image d'archives - Armée du Salut



Image d'archives - Armée du Salut

Couvents, asiles, prisons, maisons closes ou refuges-ouvriers visent ainsi à rééduquer ou à soigner les femmes pauvres, figures de **transgression des normes de genre** que sont la prostituée, la fille-mère ou l'hystérique, en les réassignant à leurs rôles de mère et d'épouse (Loison 2025). Ce **féminisme différentialiste et essentialiste** se perçoit d'ailleurs dans le nom même donné au Palais de la Femme. Enfermées et invisibilisées dans ces institutions spécialisées très normatives, les femmes les plus précaires sont rarement catégorisées comme étant « uniquement » sans domicile, peu prises en charge à ce seul titre et font l'objet d'un **déni d'antériorité** (Naudier 2010) : on ne cesse aujourd'hui de souligner le caractère inédit de leur présence, alors que celle-ci est constante au cours du temps.

De l'invisibilité au problème public

L'histoire genrée de la lutte contre les exclusions est toujours visible dans les dispositifs à destination des sans-domicile qui se développent dès les années 1950 et se complexifient à la fin des années 1980 : lorsque les femmes sont prises en compte, elles font en général l'objet **d'une intervention sociale genrée différenciée**, au titre de la maternité ou de la sexualité (priorisation dans certains dispositifs, structures dédiées).

Aujourd'hui encore, les maisons maternelles ou les centres d'hébergement à destination des prostituées ou des femmes victimes de violences conjugales s'inscrivent dans cette histoire, et les dispositifs plus généralistes de lutte contre le sans-domicilisme restent majoritairement fréquentés par des hommes.

À partir du milieu des années 2010, **la question du sans-domicilisme féminin devient néanmoins un problème public puis un enjeu politique** et des dispositifs d'aide plus généralistes dédiés à ces femmes se développent (Braud et Loison-Leruste 2022). Le contexte est marqué à la fois par la visibilisation et l'institutionnalisation des questions de genre – notamment celles relatives aux violences fondées sur le genre –, l'augmentation du coût du logement et l'aggravation de la précarité féminine. Les enquêtes « Sans domicile » réalisées par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) et l'Institut National d'Études Démographiques (INED) montrent qu'entre 2001 et 2012, **le nombre de femmes francophones sans domicile augmente de 45 %**, passant de 17 150 en 2001 à 24 930 femmes en 2012.

Malgré cette nouvelle visibilité des femmes et une attention croissante à leur présence parmi les utilisatrices de services d'aide, les nouveaux dispositifs de mise à l'abri non mixtes, créés à leur intention à partir du milieu des années 2010, reposent toujours sur une représentation androcentrée de la pauvreté, aveugle aux besoins et aux caractéristiques des femmes et notamment aux **violences de genre**.



Les caractéristiques des femmes sans domicile : violences de genre et sans-domicilisme caché

Moins nombreuses que les hommes sans domicile et très peu souvent sans-abri, moins repérables dans les représentations sociales, les femmes qui sont accueillies au Palais de la Femme sont pourtant depuis quelques années au centre de l'attention des pouvoirs publics et l'augmentation de leur présence dans les structures d'accueil posent question aux intervenant·es sociales qui les accompagnent.

Elles présentent en effet des **vulnérabilités spécifiques** car leurs trajectoires de vie et leurs parcours institutionnels sont fortement structurés par les **violences de genre** (Loison-Leruste et Perrier 2019). Ces violences renvoient à une pluralité **d'actes de nature psychologique, physique ou sexuelle** ; elles **se répètent dans le temps** et **sont majoritairement perpétrées par des hommes**. Les maltraitements, les mariages forcés, l'inceste, les violences conjugales, les excisions, le travail forcé, les persécutions liées à l'orientation sexuelle ou les relations sexuelles monnayées contre un hébergement, forment un **continuum**.

De l'enfance à l'âge adulte, **le risque accru pour les femmes** de subir ces violences modifie leur rapport au logement puisqu'elles ne s'y sentent pas toujours en sécurité. Elles augmentent leur risque de devenir sans-domicile car elles sont fréquemment à l'origine du départ du domicile parental ou conjugal. Ces violences se reproduisent aussi quand elles deviennent sans domicile, notamment dans les espaces publics et dans certaines structures d'hébergement.

La prise en compte des violences de genre permet de comprendre les spécificités du sans-domicilisme féminin, caractérisée notamment par son **invisibilité dans l'espace public**, un recours plus important au **soutien informel** et notamment à l'hébergement chez des tiers, et par des **trajectoires de désaffiliation différentes de celles des hommes**.

Du logement à la rue, les femmes adoptent de multiples **stratégies d'évitement de certains lieux ou au contraire de fréquentation d'autres espaces** pour se protéger des risques genrés du sans-domicilisme. Le continuum des violences de genre produit ainsi un continuum d'invisibilité résidentielle et ce « **sans-domicilisme caché** » les rend moins visibles dans les statistiques et pour les institutions. Les trajectoires de vie des femmes, leurs expériences, notamment migratoires, et leur sans-domicilisme, structurés par les violences de genre, interrogent ainsi la manière dont sont construites les **catégories politiques et statistiques** qui fondent aujourd'hui la prise en charge et la reconnaissance du sans-domicilisme.

Les dispositifs, qui cherchent à la fois à répondre à leurs besoins et à mener des opérations de prévention et de sensibilisation, ne sont pas toujours adaptés ni les actrices de l'intervention médico-sociale formées à la prise en charge de ces violences.

L'absence de prise en considération du genre dans l'analyse du sans-domicilisme réitère l'androcentrisme du regard porté sur ces femmes, sur leurs difficultés et sur le mode d'accompagnement proposé qui entretient l'illusion d'une prise en charge adaptée. Au moins triplement disqualifiées, du point de vue du **genre, de la race et de la classe**, les femmes bénéficient souvent d'un accompagnement médico-social qui ignore ces rapports de domination et leurs besoins spécifiques (sécurité, intimité, accompagnement face aux violences) sont souvent insuffisamment pris en compte.

Ainsi, leur moindre visibilité n'est pas synonyme d'une moindre précarité, mais révèle au contraire une inadaptation structurelle des dispositifs d'action publique.

Les 100 ans du Palais de la Femme viennent ainsi rappeler **l'importance de la prise en compte des questions de genre dans la lutte contre la pauvreté et la précarité** et permettent de mettre en lumière les dispositifs et les professionnel·les de l'intervention sociale qui œuvrent pour un meilleur accompagnement des femmes et des hommes en difficulté. Car les spécificités du sans-domicilisme féminin révèlent non seulement **les difficultés et l'insuffisance de moyens** dont dispose le secteur institutionnel mais aussi les formes d'oppression que subissent l'ensemble des personnes sans domicile dans la société.



Marie Loison

Maîtresse de conférences HDR en sociologie
Université Sorbonne Paris Nord, Laboratoire Printemps (UVSQ/CNRS)

Maîtresse de conférences habilitée à diriger des recherches en sociologie à l'Université Sorbonne Paris Nord et chercheuse au laboratoire Printemps. Elle travaille sur les trajectoires des femmes sans domicile dans une perspective de genre en étudiant la manière dont les politiques publiques et les professionnel·les de l'intervention sociale les accompagnent dans leurs démarches d'accès aux droits et aux soins. Elle travaille également sur les controverses et les mobilisations autour du langage non sexiste.

CONTACTS PRESSE

Clémentine Maset

clementine.maset@mille-pitch.com / 06 28 37 34 94

Magali Faget

magali.faget@mille-pitch.com / 06 43 47 46 51

mille
PITCH

Références

Battagliola, Françoise. 2009. « Philanthropes et féministes dans le monde réformateur (1890-1910) ». *Travail, genre et sociétés* (Paris) 22 (2): 135-54. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/tgs.022.0135>.

Braud, Rosane, et Marie Loison-Leruste. 2022. « Le sans-abrisme au féminin. Quand les haltes pour femmes interrogent les dispositifs d'urgence sociale ». *Travail, genre et société*, n° 47: 131-47.

Loison, Marie. 2023. « Le sans-domicilisme. Réflexion sur les catégories de l'exclusion du logement ». *Revue française des affaires sociales* (Paris), n° 1: 29-50. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/rfas.231.0029>.

Loison, Marie. 2025. « L'importance des violences de genre dans la production du sans-domicilisme caché des femmes: » *Terrains & travaux* n° 46 (1): 101-25. <https://doi.org/10.3917/tt.046.0101>.

Loison-Leruste, Marie, et Gwenaëlle Perrier. 2019. « Les trajectoires des femmes sans domicile à travers le prisme du genre : entre vulnérabilité et protection ». *Déviance et Société* 43 (1): 77-110. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/ds.431.0077>.

Naudier, Delphine. 2010. « Genre et activité littéraire : les écrivaines francophones. Introduction ». *Sociétés contemporaines* (Paris) 78 (2): 5-13. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/soco.078.0005>.

